N° 869 — 3e Année. CINQ CENTIMES Mardi 17 Février 1891

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 42
TOURCOING, rue Verte, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. - Un an, 24 fr.
L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES. . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES. . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux *Bureaux du Journal*, à Lille, 64, rue Nationale, à PARIS, à l'*Agence Audbourg*, place de la Bourse, 10, et à BRUXELLES pour toute la *BELGIQUE* et la *HOLLANDE*, à la Société anonyme de publicité générale, 105, boulevard Anspach et 5, rue des Teinturiers.

TÉLÉPHONE

Elections législatives du 22 février 1891

2e CIRCONSCRIPTION D'AVESNES

Candidat Républicain

E. HERBECQ

Président du Conseil d'arrondissement.

SAINTE CRÉDULITÉ

Chaque fois que se produit la débâcle financière de quelque Mercadet de bas étage, — ce qui arrive, par malheur, trop fréquemment, — nous sommes frappés de stupéfaction en voyant avec quelle *facilité le premier faiseur venu pipe les* épargnes de gens de toute sorte et avec quelle colossale crédulité les éternels gogos se laissent prendre au piège de tous les Robert-Macaire. Le dernier incident de ce genre, celui du banquier de la rue Cadet, n'est qu'un épisode de plus dans l'histoire de l'exploitation traditionnelle de la bêtise humaine. Car c'est bien la bêtise humaine, dans ce qu'elle a de plus absurde et de plus insensé que cette confiance avaugle avec laquelle une foule d'imbéciles acceptent comme articles de foi toutes les promesses fantastiques que font les écumeurs de l'épargne populaire.

On leur sontire leur argent en leur disant qu'on leur donnera 10 0[0 par mois, 120 0[0 par an, certains même ont été jusqu'à promettre 50 0[0 mensuellement, et *ils le croient, et ils veulent croire au besoin* leur dernière chemise pour en jeter le produit dans ce pactole illusoire ! Mais, malheureux, si vous réfléchissiez tant soit peu, vous vous diriez que c'est un leurre et qu'au bout du rêve doré qu'on vous fait faire, il ne peut y avoir que la déception, la ruine et le néant. Si ceux qui font miroiter devant vos yeux ces féeriques espérances avaient vraiment trouvé la pierre philosophale, le moyen d'enrichir les autres à coup sûr, comment ne se sont-ils pas d'abord enrichis eux-mêmes.

Quoi ! l'expérience de tant de désastres causés par les mêmes procédés, de tant de filouteries commises par les mêmes moyens, ne vous a encore ni éclairés, ni corrigés ! En vérité, on serait tenté, non pas de vous plaindre, mais de vous punir vous-mêmes de la *folie* avec laquelle vous livrez volontairement vos moindres ressources et le pain de votre famille aux mains du premier venu.

Mais non, nous n'avons pas le courage de vous accabler encore dans votre malheur par la sévérité des reproches que vous méritiez. Votre faute est, hélas ! un des travers séculaires de l'humanité. L'amour du gain, la passion du jeu, l'ambition fiévreuse de la richesse acquise sans peine, vous possèdent et vous aveuglent, et ce sont vos désirs qu'on exploite et qu'on vous fait prendre pour des réalités. Et cela sera fatalement ainsi tant que l'éducation des masses ne sera pas assez avancée pour leur faire bien comprendre qu'il n'y a de richesse sérieuse et honorable que par le travail, et que, lorsqu'on ne la cherche que dans le jeu, il faut s'attendre à tous les mécompites du hasard.

Ce serait à la presse qu'il appartiendrait le plus de faire, à ce point de vue, l'éducation du public et de le prémunir contre ses propres entraînements et contre les pièges tendus à sa crédulité. Il y aurait là une œuvre de moralité sociale digne de ceux qui se sont donné la mission d'éclairer l'opinion publique.

Mais n'y aurait-il pas aussi quelque chose à faire au point de vue légal ? N'est-il pas déplorable que la justice n'intervienne jamais que lorsque le mal est fait, peut-être sans remède ? Ces prospectus fallacieux qui sont l'hameçon habilement jeté à la crédulité populaire, ne sont-ils pas une tentative coupable que la loi devrait vigoureusement réprimer et le Parquet poursuivre ? S'il n'y a pas de texte formel pour autoriser des poursuites ne serait-ce pas le cas d'en créer un ? La question vaut la peine d'être étudiée et résolue.

X....

Bismarck, Guillaume et Waldersee

II

La publication du Journal de Frédéric III diminuait M. de Bismarck. On prouvait que la part du chancelier dans l'œuvre de l'unité allemande était moins considérable qu'il cherchait à le faire croire. Or, comme tous *les hommes au faîte du pouvoir et gâtés par* la fortune, M. de Bismarck ne supportait plus ni contradiction ni critiques. Il commençait à dérapter quelquefois dans ses discours. Il avait pris publication comme une offense à l'Allemagne qu'il avait la prétention de personnifier. Dans un mouvement de colère, il écrivit le fameux rapport dans lequel il démontrait, à Guillaume II, la nécessité de poursuivre l'auteur des coupables indiscrétions le *Deutsche Rundschau*.

Une perquisition eut lieu dans les bureaux de cette Revue, et l'on apprit que le mémoire incriminé avait été communiqué par M. de Geffeken, qui le tenait vraisemblablement de M. de Roggenbach, l'ami intime de Frédéric III.

On ne pouvait donc plus mettre en doute l'authenticité des Mémoires. En poursuivant M. de Geffeken, c'était Frédéric lui-même qu'on allait traîner devant les tribunaux allemands. Tout autre que M. de Bismarck aurait hésité ; le chancelier, bleessé dans son orgueil, crut pouvoir passer outre.

Le texte du rapport de M. de Bismarck fournissait aux journaux de tous les pays de nombreux sujets de critique. — « Ce que vient de faire M. de Bismarck, écrivait-on à Londres, rappelle le rôle ignoble qu'il joua lors du procès Arnim, et si le jeune empereur n'est pas tombé complètement sous l'influence de son grand ministre, le jour n'est peut-être pas éloigné où Guillaume II dira à Bismarck — Arrêtez-vous, en voilà assez.

La situation de l'impératrice Victoria, veuve de Frédéric III, devenait intolérable. On se contentait plus de la tenir en suspicion. Elle était sous la surveillance étroite de la police, presque prisonnière. Elle s'en plaignit à sa mère, la reine d'Angleterre, qui, s'il faut en croire certaines informations, écrivit à son petit-fils une lettre remplie de reproches et se terminant par ces mots :

« Vous avez toujours été un mauvais fils, vous êtes depuis longtemps un mauvais empereur, et la juste colère de Dieu s'abattra sur votre tête. »

Au moment où la publication des mémoires, Guillaume, furieux, eut avec sa mère un entretien qui donna lieu à une scène si violente que l'impératrice Frédéric manifesta l'intention de quitter l'Allemagne et d'aller désormais vivre en Angleterre.

La presse allemande faisait campagne contre l'*Angleterre*, à propos de l'expédition Peters, s'élevait contre les prétentions britanniques dans la région des grands lacs africains.

Le 29 septembre, M. de Geffeken fut arrêté à la gare de Hambourg, au moment où il revenait de l'île d'Héligoland où il avait — disait-on — mis en sûreté quelques-uns des ses précieux papiers.

M. Friedberg, ministre de la justice, aurait voulu s'opposer aux perquisitions et au procès. *On ne l'écoute pas.* L'empereur Guillaume lui-même hésitait. Le *Tagblatt* de Berlin prétendit qu'il avait été également opposé, en principe, à la publication du rapport de M. de Bismarck, mais qu'à la suite d'une discussion très chaude, au cours de laquelle le chancelier avait menacé de donner sa démission, Guillaume lui avait laissé tout pouvoir de mener l'affaire à sa guise.

De la lecture attentive des journaux de cette époque, il se dégage l'impression que les rapports du chancelier et de l'empereur se tendaient chaque jour davantage. M. de Bismarck se sentait ébranlé. Peu patient de sa nature, il s'irritait des moindres obstacles et employait pour les renverser des moyens sans rapport avec leur importance. Il chassait des mouches à coups de canons.

Les brusques décisions de Guillaume le déconcertaient. Le jeune empereur parcourait l'Europe et paradait dans toutes les cours avec une désinvolture qui froissait et inquiétait le vieux chancelier. Au fond du cœur, il devait en vouloir à Guillaume pour toutes les manifestations grandissant un maître, qu'il s'était habitué à regarder comme devant être, sur le trône, le plus respectueux de ses disciples.

Un autre aurait laissé faire au temps et, tout en lâchant la bride, se serait tenu prêt au moindre incident à faire sentir la vigueur de sa poigne et la sûreté de sa direction. M. de Bismarck au contraire irritait le monarque en lui faisant valoir à tout propos l'importance des services rendus et comptait rendre encore aux Hohenzollern.

On sentait que les choses ne pouvaient durer ainsi.

Un journal hongrois, le *Pesther-Lloyd*, un des organes préférés du chancelier, publiait, les premiers jours du mois de novembre, une correspondance officieuse du Berl n où l'on parlait de la prochaine retraite de M. de Bismarck. On ajoutait que, tout en gardant le titre de chancelier, le prince abandonnerait les affaires étrangères, le commerce et la présidence du conseil. Le comte Herbert, son fils, qu'il avait préparé à recueillir sa succession, le remplacerait auprès de l'empereur. Il fallait bien faire place à la jeunesse ! Mais le Nestor de la diplomatie n'en resterait pas moins au timon de la Triple-Alliance.

Sur ces entrefaites éclatèrent les scandaleux conflits entre le roi de Wurtemberg et ses ministres. On vit, là encore, la main de M. de Bismarck et l'on s'imagina, à tort sans doute, qu'il cherchait à déposséder le roi de Wurtemberg. On rappela la mort dramatique du roi de Bavière et le mouvement de l'attitude générale de la presse, que l'Allemagne était lasse des procédés dictatoriaux du chancelier.

Le 14 novembre, le *Messager de l'Empire* annonça qu'une convention était intervenue entre l'Allemagne et l'Angleterre au sujet d'une contrée commune à leur sur les côtes de l'Afrique orientale.» Les différends de famille n'entravaient donc pas les négociations coloniales entre Berlin et Londres.

La guerre à coups de plume avait repris plus violente que jamais contre la France, dont les agissements, au dire des publicistes de la Spree, faisaient courir d'incessants dangers à la paix européenne. — Les attaques de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, écrivait l'*Espérterès*, ressemblent au cri de mouette, présage de la tempête, l'Allemagne médite un mauvais coup. »

Et, en effet, nous apprenions, d'autre part, qu'à la suite de la récente visite de l'empereur d'Allemagne à Rome, le grand état-major allemand avait été chargé de faire un nouveau plan de mobilisation générale de l'armée italienne. On affirmait que le général de Waldersee était chargé officiellement en relations avec le ministre de la guerre italien, et qu'il traitait directement des questions militaires *en dehors des ministres des affaires étrangères* des deux puissances.

Ce n'était pas pour plaire à M. de Bismarck qui n'avait rien abliqué de la prétention de *mener seul* les affaires extérieures de l'empire.

Le 30 novembre, l'impératrice Frédéric se rendit en Angleterre où elle fut reçue avec les plus grands honneurs. S'était-elle avant son départ, réconciliée avec son fils Guillaume ? Rien que personne n'en ait rien dit, on peut le supposer ; car dès cette époque sur Bismarck seul, on s'attachera à faire porter les responsabilités de l'odieux campagne menée contre Frédéric III et sa veuve.

Le discours du trône, à l'ouverture du Reichstag allemand (22 novembre) fut considéré comme pacifique. On y parlait des établissements en Afrique et du grand devoir qui incombait à l'empire de répandre la civilisation chrétienne dans ces régions. C'est dans ce but disait-on, qu'une convention avait été signée avec un gouvernement ami : l'Angleterre.

Quelques jours après, recevant les membres du bureau du Reichstag, l'empereur prononça une allocution qui modifia l'effet rassurant de son message :

« Nous vivons dans une ère de fer, dit-il, personne ne peut prévoir ce que le lendemain apportera. »

Cette incertitude n'était pas faite pour donner aux alliés de l'Allemagne une grande confiance dans les mérites de la *triplice*. A Vienne on était les desrigences toujours croissantes de M. de Bismarck. La cour, les ministères, les cercles politiques étaient surveillés par les agents du chancelier, et les moindres propos faisaient l'objet de rapports suivis de réclamations et de plaintes.

Le *Valerland*, de Munich, écrivait, les premiers jours de décembre : « Quand on connaît l'histoire autrichienne des cinq dernières années, on sait ce qu'il faut penser de la Prusse. Comment peut-on se fier à l'amitié d'un Etat, qui depuis plus d'un siècle, n'a jamais songé qu'à s'agrandir, à diminuer, à exploiter l'Autriche ?

« On parle beaucoup de la mission divine de la Prusse.

En bien ! cette *mission* n'a absolument rien de divin. Elle n'a consisté qu'à s'enrichir aux dépens de la monarchie autrichienne pour se *fonder* finalement dans l'Allemagne. Ah ! oui, la Prusse s'est *fondue* dans l'Allemagne comme l'éponge dans l'eau. Commence-t-on à le comprendre, en Autriche ? » L'empereur Guillaume, de plus en plus nerveux donnait pour sa santé de sérieuses inquiétudes. Il ne dormait pas et certains médecins prétendaient qu'il s'obstinait dans « les conditions d'un homme qui, par métier étant astreint à travailler sur les toits, serait sujet au vertige. »

On parlait toujours de la retraite de M. de Bismarck et, comme à l'ordinaire, on faisait *intervenir l'avis des médecins qui lui ordonnaient le repos*. C'est l'affaire G ff ken qui rendait le chancelier malade. Malgré des demandes réitérées de mettre en liberté son cousin M. de Geffeken, ce malheureux professeur avait été gardé en prison.

Sa famille même ne pouvait le visiter. On prétendait qu'il n'était plus reconnaissable. Ses cheveux avaient entièrement blanchi et ses amis craignaient qu'il ne mourut avant le jugement.

NOS DEPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

LE COMMERCE DE LA FRANCE

Paris, 15 février. — Le mouvement de nos échanges avec l'étranger pour le mois de janvier des années 1890 et 1891, est consigné dans le tableau suivant :

Importations	1891	1890
Objets d'alimentation	107,597,000	101,785,000
Matières nécessaires à l'industrie. . . .	132,100,000	181,245,000
Objets fabriqués . .	41,940,000	41,988,000
Autres marchandises.	6,806,000	6,568,000
Totaux. . . .	308,643,000	341,586,000

Exportations		
Objets d'alimentation.	51,651,000	50,045,000
Matières nécessaires à l'industrie. . . .	41,055,000	46,547,000
Objets fabriqués . .	103,557,000	118,976,000
Autres marchandises.	12,300,000	14,099,000
Totaux. . . .	201,563,000	228,577,000

La situation générale, on le voit, est moins satisfaisante qu'il y a quelques mois. Les ventes de produits fabriqués ont perdu, le mois dernier, 16 millions comparativement aux transactions correspondantes de 1890. *D'autre part, les importations de produits* nécessaires à l'industrie ont baissé de 32 millions.

C'est peut-être à la rigueur extrême de l'hiver que l'on doit attribuer ce ralentissement dans l'activité industrielle et commerciale.

Elections Sénatoriales

Châteauroux, 15 février.

MM. Benazet, conservateur	312	voix Elu
Brunet, républicain	296	

Grenoble, 15 février.

MM. Emile Durand-Savoyat, ancien député, républicain	503	
Bovier-Lapierre, dép. rép. radical	437	
Clarbonnier, avocat à Grenoble, cons. gén., rép.	263	
James Durand-Savoyat, dép., républicain	32	

(Ballottage)

Deuxième tour

MM. Emile Durand-Savoyat	666	voix Elu
Bovier-Lapierre	518	

Il s'agissait de remplacer M. Marion, sénateur républicain décédé qui avait été réélu en 1888, par 771 voix sur 1261 votants.

Elections municipales de Paris

Paris, 15 février. — Il y a ballottage dans les trois sections où il y avait aujourd'hui des élections municipales.

Dans le quartier Goutte-d'Or, M. Greuillé, boulangiste, avec 1025 voix contre M. Heppenheimer, candidat ouvrier, 1386, et dans le quartier Pont-de-Flandre, M. Prunières, boulangiste, 843, contre M. Paulard, ouvrier, 766.

Les abstentions sont considérables.

FÊTE MAÇONNIQUE

Paris, 15 février. — La loge *Clémente Amitié* a célébré aujourd'hui la fête solticiale, dans l'assistance on remarquait MM. Brisson, Carnot, Floquet, Ferry, Spuller et Goblet, déclaré être un profane heureux d'assister à la fête de famille d'une institution dont il honore le culte. M. Lockroy lui répondit qu'on espérait bien que la loge le comptera parmi ses membres.

LE CRIME D'AUTEUIL

Paris, 15 février. — M. Espinasse, juge d'instruction a continué hier son enquête au sujet de l'affaire encore mystérieuse de l'avenue de Versailles.

Madeline ne toujours énergiquement toute culpabilité et jusqu'à présent, l'instruction n'a pour base que les déclarations de Mme Toubhans.

On sait que celle-ci avait prétendu que Madeline avait été, il y a deux ans, en traitement à l'hôpital Beaujon, Etant employé chez un banquier de la rue de Châteaudun, avait-elle dit, il s'était logé deux balles de revolver dans la poitrine. Des recherches sont faites *sur les registres de l'hôpital pour vérifier* cette allégation.

Le canif et le couteau paraissant tous deux taches de sang et trouvés dans la cuisine de Mme Toubhans ont été remis à M. Socquet, médecin-légiste, qui va les examiner.

M. Socquet est venu, dans la soirée d'hier, à l'hôpital Beaujon, pour en rendre un compte exact de l'état de la blessée.

L'état de Mme Toubhans s'est légèrement aggravé.

Faits Divers Télégraphiques

De nos correspondants spéciaux

UNE COURONNE DE SEPT MILLIONS. — New-York, 15 février. — La femme du milliardaire Vanderbilt, surnommé le roi des chemins de fer des Etats-Unis, a été prodigieusement en totalité, — eu l'autre soir l'idée d'affirmer apparemment sa royauté.

Elle a paru à l'Opéra de New-York coiffée d'un diadème copié en tous points sur celui d'un diadème copié en tous points sur celui d'une porte la reine d'Angleterre dans les réceptions officielles.

Cette couronne n'a pas coûté moins de sept millions.

UN MÉDECIN ASSASSINÉ. — Perpignan, 15 février. — Un nouveau crime a été commis hier à Torreilles, près Perpignan.

Le docteur Soler était allé chez un nommé Aspart, âgé de cinquante ans, cultivateur, qui se disait malade. Pendant qu'il rédigeait son ordonnance, Aspart se leva armé d'un grand sécateur pour tailler la vigne et en porta plusieurs coups violents sur la tête du médecin. Saisissant ensuite un couteau de cuisine, il le frappa de nouveau sur le crâne. Les voisins accoururent et désarmèrent le forcené, qui a agi par vengeance personnelle. *Les blessures du docteur Soler sont très graves*; son état est désespéré.

SUICIDE D'UN SOLDAT. — Auxonne, 15 février. — Le sieur Voncet, soldat au bataillon de ligne à Auxonne, s'est donné la mort à la caserne en se tirant un coup de fusil dans la poitrine.

La balle a perforé les poumons et la mort a été instantanée.

Poncet était engagé volontaire; il était arrivé au régiment le 48 octobre dernier, et avait jusqu'à présent servi sans mériter le moindre reproche.

Depuis quelques jours, il semblait rêveur, mais on ne sait à quoi attribuer sa détermination.

Nouvelles Etrangères

Elections en Espagne

Madrid, 15 février. — Elections sénatoriales. — Sont élus :

430 ministériels ; 49 libéraux ; 12 divers.

Manquent 19 résultats.

Le nombre des sénateurs à élire était de 180.

L'insurrection portugaise

Lisbonne, 15 février. — Cinq sergents ont tenté de s'évader du navire de guerre *India*, à bord duquel ils étaient détenus en rade d'Oporto.

Les sentinelles ont fait feu sur les fugitifs et en ont tué quatre; le cinqu ème a été repris et mis aux fers.

Le stimulant qui, le jour de l'insurrection, avait, à l'hôtel de ville d'Oporto, brisé les bustes du roi dom Carlos et de son père le roi dom Luis, a été condamné par le conseil de guerre à 10 ans de déportation.

Nouveau voyage de l'empereur Guillaume

Luxembourg, 15 février. — L'empereur Guillaume a fait annoncer un grand-duc Adolphe qu'il viendrait cet été lui rendre visite.

Le vieux château de Wolferdingen va être réparé, et déjà les premiers travaux ont été commencés.

MESURES DISCIPLINAIRES

dans l'armée allemande

Berlin 15 février.— Par ordre de l'empereur défense est faite aux officiers de l'armée de collaborer à des écrits concernant les questions politiques et les questions militaires.

Le ministre de la guerre a, en outre, prescrit aux commandants de corps d'armée et aux officiers sous leurs ordres de s'abonner aux journaux socialistes et aux journaux cléricaux, le *Journal de Cologne* excepté.

La même mesure concerne les publications russes.

Faculté a été laissée pour l'abonnement aux revues françaises savantes et littéraires.

INSURRECTION EN BOLIVIE

Buenos-Ayres, 15 février. — Un mouvement insurrectionnel a éclaté en Bolivie mais il semble peu important.

Le Général Sherman

New-York, 15 février. — Le général Sherman *a succombé, hier*, à New-York, aux suites de la pneumonie dont il était atteint, comme nous l'avons dit depuis quelques jours.

William Tecumseh Sherman était né à Lancaster, état d'Ohio, en 1820.

Il était donc âgé de soixante-dix ans. Sa carrière fut des plus glorieuses dans l'armée fédérale.

Il était capitaine en 1850, et, un instant, il abandonna sa carrière pour entrer dans une banque à San-Francisco ; mais il revint bientôt au métier des armes.

Promu colonel au commencement de la guerre de Sécession, successivement brigadier, divisionnaire, il fit une campagne célèbre en 1863 contre le général Jackson, et, tandis que le général Grant marchait sur Richemond avec l'armée du Potomac, il s'avança avec 90,000 hommes contre la forteresse d'Atlanta, en Géorgie, défendue par 60,000 confédérés, qu'il prit d'assaut après sept combats et trois batailles rangées.

Il commanda en chef les armées fédérales pendant la présidence du général Grant.

Feuilleton de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 16

LES MILLIONS

De M. Joramie

PREMIÈRE PARTIE

LE CRIME DE GRANDVAL

— J'ai appris l'état de lingère, monsieur, et au dire des patrons, depuis plus d'un an les affaires ne vont pas du tout. Pourtant, je connais certaines maisons qui font journellement de fortes commandes ; mais voilà, pour payer moins cher, elles s'adressent à des communautés, et les pauvres ouvrières comme moi, ne peuvent plus avoir d'ouvrage.

Je ne crois devoir cacher à cette demoiselle, qui m'interrogeait, du reste, avec bienveillance, que ma mère est malade depuis près de deux ans, qu'après avoir vécu au Mont-de-Piété tout ce que nous pouvions y porter, nous sommes sans argent, sans pain, enfin dans une misère affreuse.

— Oh !

— Pardonnez-moi de vous avoir appris cela, monsieur ; mais quelque chose me dis que je dois être franche avec vous.

La pauvre petite, visiblement émue, avait peine à retenir ses larmes. Après un bon silence elle continua :

— Quand j'eus conté mes peines à mon ancienne camarade, — elle a été lingère aussi autrefois, — elle me regarda longuement des pieds à la tête, et me dit :

Ici, la jeune fille rougit subitement et baissa les yeux.

« — Vous êtes bien faite, vous avez une jolie figure, de beaux cheveux, de belles dents ; il faut plaire à la lingerie, comme j'ai fait, et prendre le métier que je me suis donné. Je ne suis pas embarrassée, maintenant, pour gagner mes vingt francs par jour. Non seulement je vis, viens en aide à ma mère et à mes petits frères, mais encore je mets de l'argent de côté.

Comme vous devez le penser, monsieur, j'ouvrais de grands yeux.

— Quel est donc cet état que vous avez maintenant ? demandai-je.

« — Je suis modèle, je pose dans les ateliers de peinture.

Comme je ne comprenais pas bien, elle m'expliqua que messieurs les peintres avaient besoin de modèles vivants, c'est-à-dire d'avoir sous les yeux des hommes, des femmes, des jeunes filles, des enfants pour faire leurs tableaux.

— Vous pensez donc que je puis être modèle ? lui dis-je.

« — Oui, et un modèle *chic*, — c'est l'expression dont elle s'est servie, — et vous gagnerez tout ce que vous voudrez.

« — Soit, mais où aller ? Je ne connais aucun de ces messieurs les peintres, moi.

Elle réfléchit un instant et me répondit :

— Il y a peut-être deux cents ateliers de *peinture dans Paris* et j'en connais trente pour le moins ; je pourrais vous envoyer ici où là ; mais non, vous n'êtes pas faite pour ce monde-là.

— Elle a du bon, votre camarade, murmura le jeune homme.

— Oh ! elle n'est pas méchante, je crois même qu'elle a bon cœur.

Ce ce moment, me dit-elle, je ne vois pour vous qu'un endroit. Présentez-vous dès demain à l'atelier du monsieur Georges Ramel, les élèves n'y sont pas nombreux et tous sont des jeunes gens bien élevés. Je connais l'atelier et sais comment on s'y conduit, j'y suis pendant deux mois l'année dernière.

— Votre camarade se nomme Fernande ?

— Oui, monsieur.

— Elle est venue, en effet, pendant quelque temps à l'atelier. C'est une assez bonne fille.

« — Je suis sûre que monsieur Georges Ramel vous engagera, ajouta-t-elle, et il vous donnera au moins dix francs par séance de deux heures.

Un léger sourire courut sur les lèvres du jeune homme.

— Fernande me donna l'adresse de monsieur Georges Ramel et me quitta en me disant :

« — Faites ce que je vous dis, ma chère.

— Hier, continua la jeune fille, j'ai été hésitante toute la journée ; un atelier de peinture c'était l'inconnu pour moi; enfin je n'osai pas... Mais ma pauvre mère malade, la misère...

— Allons, me disais-je, il faut que je gagne.

Ce matin je me suis levée décidée et... je suis venue.

— Votre camarade instruit votre mère de la démarche que vous alliez faire ?

— Non, monsieur.

— Alors vous ne lui avez point parlé devoir votre rencontre avec mademoiselle Fernande ?

— J'ai cru devoir ne rien lui dire.

— Pourquoi ?

— La crainte de ne pas réussir, monsieur ; je ne voulais pas donner à ma mère un faux espoir.

— Ah ! fit Lucien, plongeant son regard dans les yeux de la jeune fille, comme s'il eût voulu lire jusqu'au fond de son âme.

Après un court silence le jeune homme reprit :

— Mademoiselle Fernande vous a-t-elle dit exactement tout ce qu'on exige d'un modèle dans un atelier de peinture ?

— Non, monsieur, elle n'est entrée dans aucun détail.

— Je le comprends : vous connaissant, il lui eût été difficile de vous dire cela, et je la loue de sa réserve.

Eh bien, mademoiselle, il est inutile que vous voyiez monsieur Georges Ramel, et je ne lui parlerai même pas de votre visite.

— Oh ! monsieur !

— Monsieur Georges Ramel ne vous accepterait point pour modèle.

— Pourquoi, monsieur ?

— Parce que vous ne pouvez pas, vous ne devez pas faire ce métier-là.

— Pourquoi, Fernande m'a dit...

— Pas tout, mademoiselle; si elle vous eût bien expliqué ce qu'est véritablement un modèle dans un atelier de peinture, vous ne seriez pas venue ici. Je vous le répète, mademoiselle, vous ne pouvez pas faire ce métier-là.

— Est-ce que je ne suis pas assez... belle ?

— Mais c'est tout le contraire, vous êtes *trop bien. Je ne vous connais pas, mademoi*selle ; mais il m'a suffi de vous voir et de causer un instant avec vous pour avoir une haute opinion de vos sentiments, de votre caractère.

Vous avez été élevée par une mère qui vous aime et vous a donné une excellente éducation.

— C'est vrai, monsieur.

— Votre langage correct, les expressions dont vous vous servez indiquent que vous avez de l'instruction.

— Un peu...

— Enfin, mademoiselle, vos yeux, votre physionomie reflètent la pureté de votre âme de votre cœur, de vos pensées.

La jeune fille devint rouge comme une cerise.

— Eh bien, mademoiselle, tout cela ne s'accorde point avec le métier de modèle qu'on vous a un peu légèrement conseillé de faire.

— Je ne comprends pas, monsieur.

— Oui, vous ne comprenez pas, vous ne pouvez pas comprendre.

— Ne voulez-vous pas me dire, m'expliquer ?...

— Dieu m'en garde, mademoiselle ! J'ai trop le respect de votre personne pour ne pas vous laisser dans l'ignorance. Et-ce que je puis vous dire, moi, certaines choses sur les quelles mademoiselle Fernande a cru devoir garder le silence.

La jeune fille baissa tristement la tête.

— Croyez-moi, mademoiselle, continua Lucien, renoncez à votre projet ; je le dis encore vous ne pouvez pas servir de modèle à des peintres ; votre éducation, votre jeunesse, votre candeur, votre innocence, vos sentiments, votre beauté même s'y opposent. Mademoiselle Fernande a cru sans doute vous donner un bon conseil, mais il est mauvais et elle a eu tort. Si je pas à mon tour vous conseiller mademoiselle, je vous dirai : ne revoyez pas Mademoiselle Fernande et surtout évitez de la fréquenter.

— Oh ! ma mère ! ma pauvre mère, gémit la jeune fille, plus d'espoir, plus rien !... Que faire, mon Dieu, que faire ? Il faudra donc mourir, mourir de souffrance, de faim !

Ses larmes jaillirent, et elle ne put retenir ses sanglots.

— Un jeune homme d'une voix tremblante d'émotion, je vous en prie, je vous en supplie, ne pleurez pas ainsi, calmez-vous, ce n'est qu'un mauvais moment, votre situation, votre pouvez en sortir. Votre mère reviendra à la santé, vous retrouverez du travail. Est-ce que la providence abandonne jamais ceux qui ont confiance en elle ? Non, non, ne soyez pas désolée, au lieu de vous laisser aller au désespoir, reprenez courage, ayez confiance et espoir en des jours meilleurs.

Il n'y a pas sur la terre que des gens méchants, égoïstes, sans cœur ; on en rencontre de bons, une de ceux-là vous viendra en aide.

La jeune fille poussa un long soupir et secoua la tête. Lucien reprit :

— Ce n'est pas pour le riche de prendre *dans sa bourse pour soulager une véritable* infortune.

— Ma mère est fière, monsieur, elle préférerait mourir que d'accepter une aumône.

— Il y a de ces fiertés jusque dans la misère la plus affreuse, je le sais, mademoiselle ; mais le bien qu'on fait à un malheureux n'est pas toujours une aumône ; et puis tout dépend de la manière dont on vient en aide à quelqu'un et de la main qui donne.

— Je pense comme vous, monsieur, mais nous ne connaissons personne qui pourrait ne pas compatir. D'ailleurs comment nous venir en aide au milieu de notre profonde détresse ? Nous manquons de tout : nous n'avons plus de linge, plus d'effets : cette robe fanée, usée, que j'ai sur moi, est mon unique vêtement. Nous devons au propriétaire deux termes de loyer, le troisième court; notre modeste mobilier ne nous appartient plus, puisqu'il est la garantie de ce que nous devons et nous sommes menacées d'être jetées dans la rue.

Vous voyez le tableau, monsieur; il est noir... C'est du travail qu'il me faudrait, c'est du travail que je demande. Hélas ! j'étais venue ici pleine d'espoir, je ne savais pas... Mais c'est fini, je n'y pense plus, j'étais *folle*, vous me l'avez fait comprendre ; quand la misère vous pousse, on ne raisonne plus.

J'ai gagné jusqu'à cinq francs par jour, en prenant sur la nuit, dans la lingerie ; mais, j'avais de l'ouvrage, en faisant bien attention, en me privant, j'arrivais petit à petit à payer ce que nous devons, à acheter les choses les plus nécessaires qui nous manquent, et comme vous le disiez tout à l'heure, monsieur, ma mère, entourée de soins, plus tranquille, reviendrait peu à peu à sa santé. Elle n'a maintenant que mon affection, ma tendresse, mon dévouement, ce n'est pas assez. Mais où trouver de l'ouvrage ? Il faut partout. Rien, toujours rien. Hélas ! je suis tout à fait découragée, et plus d'une fois déjà je me suis demandé si je ne devrais pas en finir tout de suite avec la vie.

— Oh ! mademoiselle.

— Rassurez-vous, monsieur, je ne me donnerai pas la mort ; j'ai ma mère, je ne l'abandonnerai point. Si nous devons nous éteindre lentement, c'est ensemble, dans les bras l'une de l'autre, en nous embrassant.

Lucien, écoutait la malheureuse enfant comme suspendu à ces lèvres, buvant ses paroles, la dévorant des yeux. Il subissait un charme indéfinissable. Et, bien qu'il eût le cœur serré, il éprouvait de ces joies suprêmes pénibles, des sensations d'une douceur exquise, jusqu'alors inconnues, faisant vibrer en lui toutes les cordes de l'amour.

— Allons, allons, mademoiselle, dit-il, il ne faut point voir la vie sous d'aussi vilaines couleurs : on n'a pas le droit de désespérer à votre âge.

— On vieillit vite quand on souffre, monsieur, et l'on ne peut guère espérer en l'avenir quand on le voit fermé devant soi.

— C'est vrai, fit Lucien, en rappelant ses douleurs d'autrefois.

Il resta un instant silencieux et reprit :

— Quel âge avez-vous, mademoiselle ?

— J'aurai dix-sept ans le 6 juin prochain.

(*A suivre*). EMILE RICHEBOURG